

# L'Univers (1867)

**I** L'Univers (1867). 15/01/1913.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisationcommerciale@bnf.fr](mailto:utilisationcommerciale@bnf.fr).



Merci, j'ai en faire la paroisse de Notre-Dame de Buenos-Aires. Nueva Pompeia a été confiée aux soins des PP. Capucins. Il y a quelques mois le titre de paroisse a été donné à la belle église récemment terminée des PP. du Sacré-Cœur de Betharram aux Barracas, et à celle plus ancienne des PP. Carréas au cœur même de la ville. Au mois de septembre, Mgr l'archevêque bénissait la première pierre de l'église paroissiale des PP. des Ecoles Pies. En attendant, une chapelle provisoire servira d'église et la paroisse de Flores comptera quelques lieues de moins. Dans la paroisse de Belgrano, qui compte plus de 200.000 habitants, une nouvelle église pourra bientôt être livrée au culte ; et l'on ne tardera pas à donner la charge pastorale à tous les supérieurs de communauté qui pourront l'accepter.

Ainsi les paroisses seront augmentées en nombre et diminuées en population. Il sera plus facile d'y sauvegarder la foi qui vit encore dans bien des âmes, de mieux grouper et de suivre au dehors les familles chrétiennes.

Sans doute le clergé national n'est pas resté jusqu'ici inactif ; il suffit d'avoir vu de près l'organisation de certaines paroisses, par exemple de *San Miguel*, de la *Balvanera*, ou de la *Merced*, pour dire que la vie paroissiale est intense ; mais on peut mieux travailler quand on est moins débordé, et que l'on peut diviser le travail. C'est ce qui se produit en ce moment : aux nouveaux ouvriers que la Providence a envoyés en Argentine on donne une partie du champ à cultiver. Clergé séculier et clergé régulier rivalisent de zèle et d'activité dans le ministère.

V. SOULIE.

## Lettre de Munich

DHRETIENS-NATIONAUX

EVOLUTION ?

Munich, 8 janvier.

On vient de fonder un syndicat national chrétien des ouvriers des forêts, des campagnes et des vignes, attachés à l'Union générale des syndicats chrétiens. On annonçait depuis longtemps que les syndicats chrétiens voulaient changer leur nom en celui de syndicats nationaux. Peut-être le nouveau syndicat marque-t-il un premier pas dans l'évolution.

En attendant, nous assistons à une autre évolution : celle des conservateurs protestants. Les hommes de la *Deutsche Tageszeitung* et de la *Kreuzzeitung*, défendaient les syndicats chrétiens contre les critiques des catholiques intégraux et contre les réserves de Rome. Tout dernièrement, la *Kreuzzeitung*, si hospitalière pour les articles antioisanniens que certains catholiques bien connus lui envoient, soutenait la direction gladbachiste contre l'Encyclique.

Mais très sympathiques pour le monde gladbachiste vis-à-vis de Rome, les conservateurs protestants se rebiffent quand les gladbachistes touchent à la campagne. Le protestant conservateur et agriaire, le Junker, conserve surtout deux choses : le préjugé protestant et le privilège féodal.

C'est ainsi que les conservateurs protestants et agriaire, les fameux « Junker », ne sont plus pour les syndicats chrétiens que ceux-ci se mêlent des affaires campagnardes. Le Junker est conservateur surtout de deux choses : du préjugé antioisannien et du privilège féodal.

La *Deutsche Tageszeitung*, organe des conservateurs agriaire, écrit à propos du nouveau syndicat chrétien national : « Nous ne doutons pas des bonnes intentions qui ont animé les fondateurs ; cependant, de telles organisations ne nous semblent pas opportunes, car elles jetent « l'idée des classes » dans les milieux agricoles et elles provoqueront des organisations entre les patrons. »

La *Kreuzzeitung* (remarque la *Germania*), tout en constatant que le mouvement syndical socialiste fait les plus grands efforts afin de s'implanter dans les milieux ruraux et qu'il a déjà obtenu certains résultats, met fortement en doute que le mouvement syndical chrétien soit à même de contrebalancer l'agitation socialiste ; elle craint plutôt que les chefs chrétiens et les chefs socialistes ne rivalisent entre eux, afin de gagner des sympathies des ouvriers ruraux, et qu'ils n'amenent des troubles dangereux parmi les populations des campagnes.

La *Kreuzzeitung* continue textuellement : « Mouvement syndical reste mouvement syndical. Si les syndicats chrétiens s'abstiennent de la lutte entre les classes ils sont néan-

moins, — et ils doivent l'être après leur composition, — des organisations de combat, des organisations qui mettent les ouvriers dans une opposition consciente et toujours croissante contre les patrons. Tout en combattant les principes du socialisme, les syndicats chrétiens combattent côte à côte avec les socialistes, et il est à craindre qu'un lieu d'être un digne contre le socialisme ils n'aient à l'introduire dans les villages. Il est donc à détruire qu'on épargne à la campagne tout essai syndicaliste. Les idées syndicalistes ne conviennent pas aux villages paisibles, elles créeraient la discorde. Aux maîtres et aux ouvriers de la campagne, il faut une organisation commune, ils doivent rester ensemble. Quiconque aime la campagne devrait promouvoir les organisations communes ; la campagne n'a pas besoin de syndicats.

Voilà les frères siamois qui vont se chamailler, en attendant que quelque nouvel acte de Rome les solidarise encore une fois.

Pour le moment, je dois constater que le directeur du nouveau syndicat chrétien national est le député protestant Behrens qui s'est signalé par sa polémique contre l'Encyclique, quoiqu'il n'ait pas égalé certaines attaques provenant de catholiques.

Cette nomination montre, une fois de plus, la disproportion criante de l'importance protestante dans le monde des syndicats chrétiens. Ceux-ci comptent, en chiffres ronds, 300 mille ouvriers catholiques et 60 mille protestants. Et c'est un protestant militant que les syndicats chrétiens mettent à la tête du nouveau syndicat campagnard.

C'est une des réponses pratiques données à l'Encyclique *Singulari quadam*.

Ces réponses se multiplient rapidement. En voici une autre, qui me tombe sous les yeux. Elle vient du Wurtemberg :

La direction diocésaine de l'Union des Associations ouvrières du diocèse de Rottenburg a décidé à l'unanimité de maintenir comme par le passé les mêmes relations avec l'organisation wurtembergeoise des syndicats chrétiens.

N. M.

## Questions sociales

LA CRISE SARDINIÈRE

Le ministre de la marine vient d'accorder des secours aux pêcheurs du littoral : 3.600 francs pour le quartier de Lorient, 2.000 francs pour le quartier d'Étel et Quiberon, et 1.000 francs pour le quartier de Belle-Isle.

La situation des pêcheurs est en effet lamentable. La nuit dernière, malgré la tempête, deux équipages de Tréport ont partis pour la pêche à la sardine. L'un des bateaux a pêché 525 sardines et l'autre 1.100, qui ont été vendues à Douarnenez à raison de 105 francs le mille, taux rarement atteint.

Conformément à la décision prise la semaine dernière par la chambre de commerce de Lorient, les usiniers sont convoqués pour le 20 janvier à deux heures en vue de rechercher un terrain d'entente.

M. le Rouzic, député de Lorient, a fait à un journaliste les déclarations suivantes : « Les sennes et filets tournaient maintenant par la plus grande hostilité. Des patrons d'usine eux-mêmes m'ont dit que la sardine pêchée avec ces engins n'est pas de bonne qualité, elle est abimée et n'a plus de décence. Seules, les maisons de troisième ordre accepteraient ce poisson. Il y a d'autres moyens de remédier à la crise actuelle. D'abord, qu'on favorise l'industrie française de la roque en accordant une prime aux équipages. Actuellement, c'est l'armateur qui touche la prime, et l'équipage, ne touchant rien, se désintéresse de ce produit. On m'a affirmé qu'à Terre-Neuve les marins jettent la roque par-dessus bord. Il faudrait également que les torpilleurs donnassent la chasse aux mousquins qui détruisent les filets des pêcheurs. Il y a tout un ensemble de dispositions à prendre qui amélioreraient la situation et des usiniers et des pêcheurs. »

## La Grippe

La grippe n'est redoutable que par ses complications pulmonaires. Elle laisse souvent des lésions qui produisent, à la longue, une affection chronique des bronches comme l'asthme, le catarrhe et l'emphyseme. Pour enrayer le mal, un seul remède est réellement efficace. C'est la Poudre Louis Legras, qui a obtenu la plus haute récompense à l'Exposition Universelle de 1900. Elle calme instantanément et guérit progressivement l'asthme, le catarrhe et l'oppression. Une boîte est expédiée contre mandat de 2 fr. 10 adressé à Louis Legras, 139, boulevard Magenta, à Paris.

## L'élection présidentielle

AVANT LA REUNION PLENIERE

On continue de discuter passionnément les chances de tel ou tel candidat, et on s'occupe fort de la réunion plénière des groupes de gauche.

Dans cette réunion, les membres du Parlement présents, sénateurs et députés, auront à se prononcer sur les cinq candidatures qui, jusqu'à cette heure, sont annoncées officiellement ou simplement affirmées : celles de MM. Reinach, Ribot, Dubost, Deschanel et Pams.

Comme il paraît probable que les scrutins de la réunion plénière ne donneront pas de résultat, les candidatures annoncées se trouveront posées devant le Congrès.

Mais déjà on annonce qu'à Versailles d'autres candidatures pourraient surgir. Des noms sont déjà prononcés : ceux de M. Jean Dupuy, et même celui de M. Delcassé, ministre de la Marine, et de M. Forichon, sénateur de l'Indre, premier président de la Cour d'appel, l'ancien fidèle ami de feu Henri Brisson.

Quant à M. Combes, il ne sera pas candidat. Voici la note qu'il fait publier :

M. Combes, hier encore, a été pressenti par plusieurs de ses amis, désireux de faire sur son nom une manifestation radicale.

M. Combes s'est définitivement refusé à laisser poser sa candidature à la présidence de la République. Il estime que ses goûts, ses raisons de famille et son amour de la liberté l'interdisent de songer à ces hautes fonctions.

Les socialistes unifiés voteront au premier tour au Congrès pour M. Edouard Vaillant.

DISPENSE D'ABSTINENCE

L'évêché de Versailles communique la note suivante :

En raison du grand concours de personnes qui doivent se rendre à Versailles le vendredi 17 janvier, à l'occasion de l'élection du président de la République, et sur la demande du maire de la ville, Mgr Gibier dispense du maigre repas des hôtels ou dans les restaurants de Versailles et du Petit-Chesnay.

## Around de la démission de M. Millerand

DEUX LETTRES

DU LIEUTENANT-COLONEL

DU PATY DE CLAM

On se demande ce que pouvait bien être cette « plainte en faux contre inconnu », déposée par le lieutenant-colonel du Paty de Clam et qu'on lui avait demandé de retirer.

Voici la lettre adressée jadis par cet officier supérieur à M. Messimy, alors ministre de la guerre. Elle est publiée par l'Éclair :

« Versailles, 20 juillet 1911. »

« Le 22 septembre 1905, alors que la situation extérieure était très tendue, j'ai adressé au ministre de la guerre d'alors, sous le timbre du Cabinet du Ministre et de la Direction de l'Infanterie, une demande à l'effet de recevoir une affectation de mobilisation.

« Le ministre m'a fait connaître qu'il croyait devoir attendre la solution d'un pourvoi que j'avais formé devant le Conseil d'Etat contre ma mise à la retraite d'office.

« La solution de fait est intervenue depuis lors au Conseil d'Etat. « Mais la situation extérieure actuelle peut nécessiter d'un jour à l'autre le concours de toutes les bonnes volontés, quels que puissent être les griefs des uns et des autres.

« J'ai l'honneur de vous renouveler ma demande du 22 décembre 1905.

« Je vous serais bien reconnaissant de me donner une affectation comme lieutenant-colonel de réserve dans les troupes appelées à faire partie des armées d'opérations de 1<sup>re</sup> ligne et de me faire connaître la nature de cette affectation, pour que je puisse me préparer à mes fonctions éventuelles.

« Vous pouvez vous faire communiquer mes états de services et mon dossier personnel, dont j'ai le droit d'être fier. De plus, je puis affirmer, après expérience récente, que j'ai conservé la vigueur néces-

saire pour un service de guerre actif et immédiat à cheval.

« Signé :

« Lieutenant-Colonel DU PATY DE CLAM. »

D'autre part, le *Gaulois* a reçu hier cette lettre du lieutenant-colonel du Paty de Clam :

« 13 janvier 1913. »

« Je lis dans le *Gaulois* un article intitulé : « Est-ce un complot ? » qui m'oblige à rompre le silence.

« Comment s'est-il trouvé quelqu'un pour oser faire supposer que je refusais d'accepter un emploi de mobilisation, le trouvant indigne de moi ?

« Il n'y a pas à la guerre d'emploi indigne de quiconque sert sous le drapeau de son pays. Je remplirai de mon mieux celui qui me sera confié.

« J'aurais fait comme en 1870. On m'avait refusé de me laisser m'engager faute du consentement de mon père, alors, colonel et cerné dans Metz, j'ai servi sans engagement. Ma situation était irrégulière, je risquais d'être fusillé si j'étais pris, voilà tout.

« Cette fois, je servirai régulièrement, grâce au décret dû à la loyauté de M. Millerand.

« Jamais je n'ai demandé ni le poste qui m'est attribué par ce décret, ni aucun emploi dans l'armée territoriale.

« Par lettre du 22 juillet 1911, j'avais demandé à M. Messimy un emploi de lieutenant-colonel de réserve dans un corps des armées d'opérations de première ligne.

« Le délégué du ministre de la Guerre d'alors m'a, dès ma première entrevue avec lui (et non plus tard, comme un journal me le fait dire par erreur), posé la condition de retirer une plainte en faux et forfaiture contre inconnu, déposée par moi au parquet. J'ai accepté sans hésiter. On sait la suite.

« DU PATY DE CLAM. »

Cette belle lettre n'étonnera aucun de ceux qui connaissent les sentiments de haut patriotisme du noble soldat.

L'INCIDENT ET LA GAUCHE

DEMOCRATIQUE

Le groupe sénatorial de la gauche démocratique s'est réuni hier « pour examiner les causes et les conséquences de l'affaire du Paty de Clam ».

Voici le procès-verbal communiqué à la presse :

« A la suite d'une discussion à laquelle ont pris part MM. Peytral, Gouzy, Vieu, Monis et Clemenceau, il a été décidé que cette question reviendrait plus tard devant le groupe à l'occasion de certains faits révélés par la presse à la suite de l'incident.

Mais à cette note, il faut ajouter quelques détails. La réunion comptait plus de soixante membres.

Après les observations de MM. Peytral et Gouzy, M. Vieu a exprimé l'avis qu'il y avait lieu de demander des explications au gouvernement sur toute la politique « réactionnaire » du ministre de la Guerre démissionnaire. Un membre a dit : « Oui, oui, dès demain, si les scrutins se terminent assez tôt. »

M. Monis a demandé, lui, l'ordre du jour pur et simple, disant que le ministre de la guerre était parti, et tout en approuvant les observations de M. Vieu a demandé que le groupe prit acte de la démission du ministre de la Guerre.

C'est alors que M. Clemenceau a dit : « Ainsi procéder ce serait donner un satisfait au cabinet. Or on nous a dit d'abord que dans les circonstances extérieures actuelles la démission de M. Millerand serait inopportune. Ensuite on nous a dit encore, au nom de l'Europe, que la démission de M. Millerand était nécessaire. C'est au congrès à dire ce qu'il pense de tout cela.

Tout le monde, naturellement, a vu dans ces paroles une menace à l'adresse de M. Poincaré.

DECLARATIONS DE M. STEEG

On se racontait hier, dans les couloirs de la Chambre, que M. Steeg, ministre de l'Intérieur, avait connu, dès le mois de décembre, la prochaine réintégration du lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Un rédacteur du *Matin* a demandé à M. Steeg si ce fait est exact ; voici la réponse du ministre de l'Intérieur :

Il est scrupuleusement exact que, dès la fin de décembre, j'ai entendu parler de la pro-

chaine réintégration du lieutenant-colonel du Paty de Clam. Par qui ? Non par M. Poincaré, comme on l'a prétendu, paraît-il, dans les couloirs du Palais-Bourbon, mais par une personne qui le tenait de M. Lebou. J'ai aussitôt trouvé le ministre de la guerre et lui dire mon étonnement.

« Que voulez-vous que j'y fasse ! me répondit M. Millerand. Il y a des assurances données et des engagements écrits de mon prédécesseur, et le contentieux a émis un avis favorable. Si le lieutenant-colonel du Paty de Clam était venu me voir directement, j'aurais examiné, politiquement parlant, ce que j'avais à faire. Mais j'ai considéré la question politique comme tranchée et j'ai estimé que je me trouvais en présence d'une simple affaire administrative à expédier.

« Du moins, reprenait-il, il serait peut-être expédient de retarder la décision à intervenir...

M. Millerand dit alors un geste d'épaules qui signifiait, une fois de plus : « Je n'y puis rien. »

« La ministre de l'Intérieur poursuivait alors en ces termes :

« Reste l'autre question : pourquoi n'ai-je pas mis le président du conseil au courant de l'incident ?

Pour cette simple raison que je n'ai pas à me faire des décisions de mes collègues, ni à les « casser » (sic).

J'ai estimé la mesure imprudente. Je l'ai dit à l'intérieur. La se bornait mon rôle, du moment que l'affaire n'était pas officiellement soumise au conseil des ministres. J'en aurais fait d'autres tout de la cause. Je ne saurais pas si le Conseil d'Etat s'était ou non prononcé. Aujourd'hui encore, si j'avais à le faire, j'aurais de la même façon.

## LA PRESSE

A PROPOS DE LA DEMISSION

DE M. MILLERAND

Hier, l'*Echo de Paris* disait, à propos de la démission retentissante de M. Alexandre Millerand (Louis Romain a cité cette appréciation dans son Editorial) :

C'est une œuvre pie que d'enseigner et de répandre le mépris et la haine exterminatrice des parlementaires. Ces gens-là sont vraiment hideux. Ils déshonorent une nation, ils font donc, par tous les moyens, hâter l'heure du châtiment, qui sera aussi l'heure de la délivrance.

Or, ce matin, comme par hasard, le même *Echo de Paris* reproduit les déclarations que le prince Victor-Napoléon a faites à un de ses collaborateurs. Citons :

« La Constitution de 1875, dit le prince, a voulu que les Chambres, élu par le peuple, élisent le président de la République, à l'encontre des traditions républicaines, elle a enlevé à la nation tout recours possible contre les abus parlementaires, et elle a confié à une oligarchie sans contrôle et sans responsabilité, les destinées du pays.

L'Assemblée nationale fédérale elle-même, au lieu de l'intrigue, ou, au contraire, dans une patriotique abnégation, se montrera-t-elle uniquement soucieuse de l'intérêt national ? Le souhait, car le bien de la France l'emporte en moi, me sur toute autre préoccupation.

Mais comment attendre des Chambres le choix d'un homme supérieur aux partis, capable de s'élever au-dessus des querelles, des caprices, des usurpations du Parlement, capable de réformer au besoin d'une main aussi impartiale que ferme ?

Et comment ne pas déplorer la confusion d'aujourd'hui, le désordre gouvernemental, le désarroi ministériel, ces sornioles embuscades, ces combats obscurs et d'après complot, ces personnes se remplaçant à la suite royale des idées et des programmes, au risque d'amoinir la force de la patrie devant l'Europe en armes ?

Il est temps qu'un souffle d'union et de foi passe sur la France, directement conduit peut-être donner l'autorité nécessaire au chef de l'Etat, qui ne voudra s'associer à aucune des factions qui nous divisent. Comme le premier consul, et suivant son expression, le chef de l'Etat doit être « avant tout national ».

Que les bons citoyens réfléchissent à la situation troublée de l'Europe et aux problèmes angoissants de notre état politique et social ; qu'ils aient le courage de secouer leur indifférence et d'opposer leurs dissentiments. Il sortira de leur action commune un pouvoir vraiment national, parce que le peuple lui-même y aura mis son sceau.

Ce pouvoir aura assez d'équité pour apparaître, assez de durée pour prévoir, assez de force pour agir.

Aujourd'hui, comme au lendemain des orages révolutionnaires, le nom de Napoléon signifie organisation de la démocratie, pacification politique, religieuse et sociale, fusion de tous les partis pour le plus grand bien de la nation.

Contraint par l'exil à demeurer hors de France depuis plus de vingt-cinq ans, j'en ai jamais senti plus cruellement son amertume, qu'à cette heure de troubles et de menaces. Respectueux des droits de tous les pays, ennemi des intrigues et des agitations stériles, d'autres se complaisent, je réclame les droits imprescriptibles de tout Français et j'ai l'ambition légitime de mettre mon nom, mon énergie, au service de ma patrie.

La France a en elle des ressources inépuisables, et quand on sait parler à son cœur, on obtient d'elle des prodiges. Son peuple et son armée n'ont pas mérité des héros d'autrefois.

Quel admirable avenir s'ouvrirait pour nous si tous les patriotes voulaient s'entendre pour renouer la tradition napoléonienne, unir l'autorité et la démocratie et constituer sur cette double base un gouvernement de concorde et d'action !

Ceux qui ont lu les précédentes déclarations du petit-fils de Victor-Emmanuel II et se rappellent les éloges qu'il décernait naguère à M. Briand ne reconnaîtront pas sa manière — si l'on peut dire.

On retrouve dans ce papier certains appréciations qui paraissent avoir été coupées dans les œuvres de Napoléon III, à l'époque où le futur souverain travaillait, suivant son expression, à « l'Université de Ham ». On relève encore certaines phrases singulièrement nettes et bien frappées, qui semblent avoir été écrites par un des rares hommes d'Etat du parti républicain...

De la Petite République :

Inopportune, la démission de M. Millerand l'au premier chef. Il n'y a, pour s'en rendre compte, que quelques *minus habens* de la suite de M. Clemenceau ; et ceux-là mêmes qui critiquent avec le plus de véhémence la réintégration de M. du Paty de Clam ne peuvent s'empêcher de déplorer le départ d'un ministre de la guerre dont nul ne conteste l'activité, l'intelligence, le labeur efficace, la force d'organisation.

De M. Paul de Cassagnac, dans l'Aurore :

La République n'est pas en péril parce que le lieutenant-colonel du Paty de Clam a été réintégré. Elle est en péril parce qu'elle a établi avec son grade dans l'armée territoriale. Quel crime avait donc commis cet officier pour qu'on lui refusât, à lui, père de quatre fils, tous soldats, le droit de se mettre à la disposition de son pays en cas de guerre ? La ranque politique a-t-elle donc empêché de déplorer le départ d'un ministre de la guerre dont nul ne conteste l'activité, l'intelligence, le labeur efficace, la force d'organisation.

De M. Paul de Cassagnac, dans l'Aurore :

La République n'est pas en péril parce que le lieutenant-colonel du Paty de Clam a été réintégré. Elle est en péril parce qu'elle a établi avec son grade dans l'armée territoriale. Quel crime avait donc commis cet officier pour qu'on lui refusât, à lui, père de quatre fils, tous soldats, le droit de se mettre à la disposition de son pays en cas de guerre ? La ranque politique a-t-elle donc empêché de déplorer le départ d'un ministre de la guerre dont nul ne conteste l'activité, l'intelligence, le labeur efficace, la force d'organisation.

De M. Paul de Cassagnac, dans l'Aurore :

La République n'est pas en péril parce que le lieutenant-colonel du Paty de Clam a été réintégré. Elle est en péril parce qu'elle a établi avec son grade dans l'armée territoriale. Quel crime avait donc commis cet officier pour qu'on lui refusât, à lui, père de quatre fils, tous soldats, le droit de se mettre à la disposition de son pays en cas de guerre ? La ranque politique a-t-elle donc empêché de déplorer le départ d'un ministre de la guerre dont nul ne conteste l'activité, l'intelligence, le labeur efficace, la force d'organisation.

Les causes de l'accident du « Masséna »

Toulon, 13 janvier. — Les membres de la commission d'enquête sur l'accident de la chaudière du *Masséna* se sont réunis sur ce cuirassé et y ont complété l'examen des tuyauteries ainsi que des chaudières et des machines.

Les commissaires se sont rendu compte que l'usure de la tuyauterie pouvait être considérée comme l'origine de l'explosion. Il sera indispensable de la changer complètement.

Les membres de la commission se sont mis d'accord pour rédiger un rapport en ce sens.

Le cuirassé *Masséna* sera conduit dans une darse de l'arsenal pour que les réparations commencent le plus tôt possible.

## LES TRIBUNAUX

LES ANCIENS CAPUCINS DE PARIS

La Chambre des Appels correctionnels de la Cour de Paris a rendu, aujourd'hui, son arrêt dans le procès pour reconstitution de congrégation intenté aux anciens capucins de Paris.

La Cour, reformant le jugement de la neuvième chambre correctionnelle de la Seine, qui avait acquitté tous les prévenus, a condamné à 50 francs d'amende les Pères Bouli, Dodo et Lorient (ces deux derniers faisaient défaut).

Elle a prononcé, en outre, la peine de 25 fr. d'amende contre les Pères Ebel et Renoué.

Elle a, par contre, acquitté les Pères Boussard, Coulon et Berson.

Les prévenus étaient défendus : les Pères Bouli et Ebel, par M<sup>re</sup> Baillon ; le Père Renoué, par M<sup>re</sup> Coupric ; le Père Boussard par M<sup>re</sup> Julien Coudy, le Père Coulon par M<sup>re</sup> Léon Prieur et le Père Berson, par M<sup>re</sup> Janvier.

## Petit Carnet

— A Sainte-Agnès, près Grenoble, une jeune femme, Mme Villard, vient de mettre au monde quatre jumeaux, fort bien constitués ; elle était déjà mère de six enfants.

NECROLOGIE

Nous apprenons la mort : Du comte de Marguerite, décédé à l'âge de 76 ans ; — de M. Frenot, Orléanais, ancien astronome adjoint à l'Observatoire de Paris, fils de l'ancien doyen de la Faculté des sciences de Genève ; — de M. Robert Cochard, élève de l'Ecole centrale, décédé à l'âge de 23 ans ; — de M. Robert-André Hün, sous-lieutenant au 15<sup>e</sup> dragons, décédé à l'âge de 27 ans ; l'hôpital du Val-de-Grâce ; — de M. Tabbe Billard, premier vicar de l'église de Saint-Germain-des-Prés, décédé à l'âge de 75 ans, dont les obsèques ont été célébrées ce matin.

FEUILLETON DE L'UNIVERS

du 15 janvier

OPERA

## Fervaal

MM. Messager et Broussan donnaient mercredi dernier la première représentation, sur leur scène, de *Fervaal*, « action musicale », en trois actes et un prologue, dont M. Vincent d'Indy a écrit les paroles et composé la musique.

Cet ouvrage, représenté pour la première fois, à Bruxelles, aux environs de 1896, avait été repris à l'Opéra-Comique, en 1898, avec Mme Jeanne Raunay et M. Imbart de la Tour, pour les rôles de Guilhen et de Fervaal. M. Messager, déjà, dirigeait l'orchestre.

Fervaal, guerrier celtique, et jeune druide, a quitté Cravann, terre cénobite, accompagné du vieux druide Arfagard. Ils se sont égarés au pays de Guilhen l'Enchanteresse, princesse sarrasine — pays merveilleux, mais aux routes peu sûres, infestées de brigands. Les deux compagnons sont attaqués par ces bandits. Fervaal les combat vaillamment, mais une flèche l'abat. Il tombe inanimé parmi les cadavres amoncelés de ses agresseurs.

Guilhen survient, les sauve du massacre. Fervaal reprend ses sens. Hagard, éperdu, lui parle, comme en rêve, d'une mission sacrée : « A cheval ! A cheval ! Il est temps de partir... » Son regard croise celui de Guilhen : « Eloigne-toi, s'écrie-t-il, je suis consacré aux Dieux. » Il profère le serment druidique : « Amour, sois maudit ! Femme, sois maudite ! Maudits les lacs d'or de tes longs cheveux ! Et, que ton regard... ton regard !... »

Sur ces mots, il retombe, comme frappé de stupeur. Il va mourir, s'il n'est secouru. Guilhen supplie Arfagard, hostile, de permettre qu'on porte en son palais le corps du héros. Elle le guérira ; car elle connaît

la vertu des plantes mélangées. Arfagard y consent.